

La Dégradation de la desserte en électricité du regard d'un d'ingénieur indépendant:

Depuis 2017, avec la fourniture H24 de l'électricité dans le grand Conakry et progressivement dans les régions de la basse Guinée et certaines zones en moyenne Guinée, chaque deux (2) an nous faisons une analyse critique de la desserte en électricité avec des propositions concrètes.

Ingénieur de formation, **Directeur Exécutif de l'ONG Afrique Energies Rationnelles (AFENER)**, suis proche du milieu de la gestion énergétique en Guinée par des séjours dans différentes centrales (Hydroélectriques et Thermiques) soit en stage ou en interaction avec d'autres acteurs du domaine, depuis plus d'une décennie.

Notre exercice consiste à aborder le sujet de la manière la plus simplifiée que possible, pour favoriser une meilleure compréhension des populations et des décideurs non spécialistes du domaine, à l'effet d'amortir les forces d'inertie et booster les bonnes volontés pour l'amélioration de la desserte en électricité.

Il serait important de noter, que certes notre pays est doté par la nature de 23 bassins versant d'une potentialité hydraulique évaluée à 6000 MW et d'une potentialité solaire considérable (radiation solaire moyenne égale à 4,8kWh/m2/jour) avec d'autres types de potentialités énergétiques non négligeables. Mais, le principe d'une desserte normale en électricité obéit à la combinaison régulière de trois (03) segments à savoir : (i) la Production, (ii) le transport et (iii) la distribution intégrant le volet commercialisation.

Régime d'Alpha Condé et l'énergie : Acquis – Faiblesses et Défis

Depuis l'indépendance de la Guinée, chacun des régimes qui se sont succédé aux commandes du pays, a tenté en sa manière de faire face aux problèmes d'amélioration de la desserte en électricité.

*Mais, Il est d'une réalité tangible, qu'en dépit de plusieurs facteurs dégradant (forte pression des populations en lien avec la demande, les épidémies Ebola et Covid 19, la Corruption et des impairs administratifs), que le régime d'Alpha Condé s'est le plus investi pour faire face à cette demande de plus en plus élevée. Ce qui a permis, malgré les résultats en dessous de ses ambitions et des investissements, de passer de **235, 15 MW de puissance installée** à sa prise de fonction, à plus de **1 000 MW** comme capacité de production en électricité à la date du coup d'Etat du 05 septembre 2021. Selon une étude financée par la **Banque Mondiale et effectuée par le Groupe Castalia**, avec cette cadence engagée pour la desserte en électricité, la Guinée passait en 2014 d'un taux d'accès à l'électricité de 14% à un taux prévisionnel de 40% en 2020.*

Ces efforts sur le segment de la production étaient essentiellement :

- **La Production hydroélectrique** : le barrage Kaleta avec 250 MW achevé en 2015 et le barrage Souapiti avec 450 MW achevé entre 2020 -2021;
- **La production thermique** en mesure d'urgence dès la prise de fonction: **La Centrale de Kipé avec une prévision de 50MW, les Centrales Tombo devenues Kaloum (Kaloum1 avec 24 MW et Kaloum2 avec 26MW)**. D'autres efforts de productions thermiques vont plus ou moins continuer, au regard de l'augmentation de la consommation dans les zones couvertes et le besoin de couvrir d'autres zones. C'est le cas entre autres de la **centrale mobile marine Turque (KARPOWASHIP) d'une puissance 114 MW**, communément appelée Bateau Turque.

A cela, s'ajoute dans une vision à moyen et long terme, des projets de construction de **nouveaux barrages hydroélectriques (Amariya à Boffa de 300MW, Koukoutamba et Fomi)** qui étaient en vue au 05 septembre 2021.

En appui aux systèmes interconnectés à l'intérieur du pays, ce segment devait être renforcé par une politique d'interconnexion avec des pays voisins. C'est le cas de la **coopération énergétique entre la Guinée et la Côte d'Ivoire** qui a permis le lancement du programme d'électrification progressive de N'zérékoré au lendemain du Coup d'Etat par le **CNRD**. C'est également les projets d'interconnexion comme celles de « **Guinée – Mali** » et de « **Guinée – Sénégal** ».

Parlant des deux (2) autres segments (**le Transport et la Distribution**), des actions ont été engagées à travers un processus de réhabilitation, de renforcement et de modernisation des moyens et des équipements de transport et de distribution. En complément à ces actions, selon nos informations, un programme d'amélioration de la gestion commerciale était initié.

Cependant, ces importants efforts n'étaient pas sans défis ou faiblesses, qu'on avait soulevées à l'époque avec des propositions, qui devaient être pris en compte progressivement, à savoir:

- **La quasi gratuité** de la consommation de l'électricité par les ménages et certains maillons forts du milieu commercial. **Même si cela créait de la richesse informelle (Soudure, vente des boissons au frais, conservation des produits halieutiques par les ménages, les l'hôtelleries/restaurants plus ou moins populaire, la réduction du coût du panier de la ménagère,...), mais ne favorisait pas l'autonomisation financière du secteur de l'électricité ;**
- L'insuffisance d'efforts pour la redynamisation des micros centrales hydroélectriques (**Tinkisso, Kinkon, Donkeya**) qui auraient pu contribuer à l'amélioration, de la desserte en électricité et renforcer par endroit la consommation en eau;
- Certaines décisions administratives et techniques prises sous l'effet de la pression populaire et des promesses politiques, ayant conduit à des investissements importants en déphasage avec les résultats, sans que des mesures correctives, comme des sanctions ne soient entreprises ;
- Le déficit d'éducation de la population à la consommation de l'électricité, ayant entraîné une augmentation anarchique de la demande au fur et à mesure que l'offre d'amélioration de la desserte augmentait ;

Toutefois, la poursuite des efforts sous Alpha Condé, en prenant en compte les faiblesses constatées, auraient permis au pays, de tourner progressivement aux problèmes d'électricité au lieu de reculer et même développer des dynamiques de coopération énergétique et agricole avec des pays de la sous-région.

Le CNRD et l'électricité : Accident ou recul indu pour la Guinée?

En réalité au-delà du populisme et l'illusion, aucun esprit averti ne pouvait s'attendre à ce qu'un régime issu de coup d'Etat dans le contexte Guinéen, puisse apporter quelque chose de nouveau en termes d'investissement important dans l'amélioration de la desserte en électricité. Toutefois, pour des Hommes de transition avertis et conséquents, on aurait pensé au maintien et la redynamisation substantielle des efforts en cours, perçus par les Guinéens comme des acquis indéniables et qui produisaient les effets positifs sur leur quotidien social, professionnel, administratif et économique. **C'est le cas par exemple, de la dynamique engagée après le coup d'Etat pour la réhabilitation de certaines centrales, comme le curage du barrage Tinkisso (1,65MW) de Dabola qui, en interconnexion avec la centrale thermique de Faranah (1,4 MW), alimente les villes de Dabola, Faranah et Dinguiraye, ainsi que la CR de Bissikirim.**

Très malheureusement, cette initiative qui s'est arrêté juste après la joie éphémère des populations de Dabola, comme d'ailleurs tant d'autres sous le **CNRD**, était beaucoup plus une forme de distraction, avec des marchés passés dans l'opacité au nom de l'urgence. **Rappelons, que depuis plusieurs années, les robinets de la SEG à Dabola crachent de la boue au compte de l'eau potable, qui ne peut même pas être utilisée pour la lessive.**

Maintenant comment sommes-nous arrivés à cette situation de dégradation inimaginable de la desserte en électricité dans le pays, notamment à **Conakry** avec la gestion sous le **CNRD**?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord interroger le mode opératoire du **CNRD** du point de vu gestion des ressources et de la compréhension de la notion de biens de l'Etat, ainsi que de la continuité de l'Administration.

1. **D'abord il faut noter, que l'essentiel des premiers décideurs sur la chaine de nomination et d'orientation stratégique du CNRD, ont été d'une manière ou l'autre des bénéficiaires ou comptables des erreurs commises sous la gouvernance d'Alpha Condé. Donc, le premier réflexe était l'élimination des potentiels obstacles humains, quel que soit leurs compétences pour la République et le reniement de ce passé pour se montrer digne de confiance de la construction d'une Guinée nouvelle imaginaire, sans aucune base légale, ni vision légitime ou bénéfique pour le Pays ;**
2. **L'esprit d'enrichissement rapide par la corruption et l'opacité dans la gestion des ressources publiques dont les hydrocarbures (mazout/pétrole, gasoil...) et la logistique lourde (acquisition, quantité et la qualité/caractéristiques techniques) que nécessite la production, le transport et la distribution du courant électrique dans un contexte de combinaison indispensable des énergies renouvelables à l'énergie thermique;**
3. **La prétention à se montrer Bâtisseur – Refondateur par la manipulation de l'information sur fond de reniement du passé et d'auto attribution des acquis de développement, sans en avoir le temps, les moyens et les compétences;**
4. **La concentration excessive et inopportune du pouvoir économique ((EPA et autres) et des priorités de développement à la présidence de transition avec des organes subalternes de gestion de la transition sans aucun pouvoir de contrôle face au CNRD et la Présidence.**

Ces différents facteurs qui sont à la base aujourd'hui de la précarité indescriptible des conditions de vie des Guinéens, ont entraîné la dégradation incongrue de la desserte en électricité par :

- **La déconstruction du potentiel humain sur les maillons technique, opérationnel et managérial, sans une évaluation objective préalable, dans le seul but de contrôler les retombées financières et politiques au compte des intérêts occultes;**
- **La mauvaise gestion du besoin de combinaison de l'offre en énergie hydraulique et celle en énergie thermique conformément au potentiel saisonnier (réserve en eau dans les barrages) et la nécessité d'entretien desdits barrages. Ce qui a entraîné une certaine surexploitation des barrages hydroélectriques, ayant porté un coup dur à la normalisation de leurs capacités de production;**
- **Des décisions hâtives sans fondement objectif et opérationnel, tel que le renvoi de la centrale flottante Turquie (KARPOWASHIP), au nom d'une prétendue réduction des charges financières, sans évaluation objective des implications de ladite décision dans l'amélioration de la desserte ;**
- **Le non-respect des engagements antérieurs et le manque de transparence accru dans le partenariat public privé. Comme le non-paiement des factures des partenaires Co gestionnaires des Centrales de Kaleta et de Souapiti. Alors qu'on nous parle des subventions à des centaines de millions de dollars US, aux résultats quasi nuls ou invisibles sur la chaîne d'amélioration de la desserte en électricité;**
- **Le manque de communication sur les origines des incendies et autres dégâts miraculeux (explosion du dépôt des hydrocarbures de Kaloum, l'incendie sur un groupe de la centrale Kaloum5, l'incendie du principal dépôt d'EDG à Hamdalaye...) en dépit de leurs effets néfastes sur la vie des Guinéens.**

Pour finir, il faut être formel, en rappelant que même si l'incendie du Dépôt des hydrocarbures de Kaloum, dont les origines relèvent encore de l'omerta, a impacté l'ensemble des secteurs de la vie nationale à une certaine proportion, mais sans ce drame, cette dégradation non maîtrisée de la desserte en électricité était inévitable dans une certaine mesure avec cette gestion de la transition.

Les pistes de solution pour une maîtrise progressive de la problématique :

1. La Rationalisation de la consommation à la capacité de production (hydraulique et thermique) disponible, qui passe par:

- l'éducation à la consommation de l'énergie, à travers un plan de communication efficace pouvant permettre aux consommateurs de connaître les charges liées à l'utilisation de certains appareils sur le réseau électrique ;
- La réhabilitation de certaines centrales thermiques existants et barrages hydroélectriques (**comme Tinkisso dans Dabola et Kinkon dans Pita**). Pourquoi pas la renégociation du retour de la centrale flottante Turquie;
- La redynamisation des projets d'avant coup d'Etat du 05 septembre 2021 dans le cadre du renouvellement et la reconstruction du réseau de transport et distribution pour réduire les pertes en ligne de l'énergie électrique;

2. Le Renforcement des capacités en ressources humaines et l'autonomisation financière du secteur:

- l'évaluation par une structure indépendante de la chaîne de gestion (**capacité managériale, besoin en personnel technique, commercial et administratif, le traitement salarial...**) pour capitaliser les acquis en ressources humaines et relever les défis de gouvernance, notamment dans la commercialisation ;
- La définition claire et transparente des types de consommations (**Industrielle, commerciale et domestique/ménages**) avec une politique de facturation par catégorie et un mécanisme de recouvrement rigoureux et innovant, comme par le moyen du numérique avec un corps de contrôle efficace. Ce qui favorisera des mesures concrètes, qui selon nos informations étaient en vue avant le Coup d'Etat du 05 septembre 2021, pour réduire la fraude et les raccordements de fortunes ou clandestins et illégaux, ainsi normaliser la relation clientèle afin de redresser la performance commerciale et financière d'EDG.

Enfin, il serait responsable de se décomplexer et s'inscrire de façon objective et assumée dans une logique d'évaluation et de viabilisation des acquis et perspectives d'avant coup d'Etat du 05 septembre 2021.

Abdoul Sacko

Ingénieur Electrotechnicien de Formation

Acteur de la Société civile, Directeur Exécutif de l'ONG AFENER & Coordinateur du Réseau CoJeLPaiD

Consultant en Gouvernance et Conflits